



Photos BPM

Les deux chefs de gouvernement en tête à tête à la Maison Blanche.

que vous ayez souscrit sans réserve à ce rapport constitue un grand pas dans la bonne direction. Il existe entre nous une excellente tradition pour ce qui est du règlement de nos problèmes environnementaux. Nous entendons la maintenir. En tant que voisins et gardiens de notre patrimoine commun, nous ne pouvons faire moins. Et il reste beaucoup à faire », a déclaré M. Mulroney à Washington.

Le président Reagan s'est également déclaré d'accord pour établir, dans le cadre du département d'État, un comité consultatif sur la pollution transfrontalière et pour que les pluies acides soient à l'ordre du jour lors de ses rencontres annuelles avec M. Mulroney.

### Importance de l'accès aux marchés

L'une des principales questions soulevées par les deux chefs de gouvernement lors de ce sommet — et aussi reprise par M. Mulroney lorsqu'il s'est adressé aux comités des relations extérieures de la Chambre des représentants et du Sénat — a été l'importance de la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis.

L'an dernier, nos échanges commerciaux se sont chiffrés à plus de 168 milliards de dollars canadiens, soit les plus importants entre deux pays. Ces échanges sont, pour la plupart, libres de tarifs.

Dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce, le gouvernement s'emploie à accroître ses exportations aux États-Unis, particulièrement dans les domaines de la défense, du matériel agricole, de l'informatique, des biens de haute technologie, du matériel et des techniques de transport urbain, de la technologie pétrolière et gazière, des meubles, des vêtements, de la construction dans les climats nordiques et des mouvements transfrontaliers de données.

Le Premier ministre annonçait à la Chambre des communes, le 26 septembre dernier, que des pourparlers allaient être amorcés avec les États-Unis sur la négociation d'un accord commercial pour garantir, élargir, améliorer et protéger notre accès au marché américain; instituer un meilleur cadre pour le règlement des différends commerciaux; concurrencer sur une base équitable, tant sur les marchés nord-américains que mondiaux; et faire les ajustements nécessaires pour favoriser cette concurrence.

Le gouvernement a cherché à ouvrir les portes aux échanges et aux investissements et il encourage les autres à le faire. Investissement Canada a pour mandat d'encou-

rager et de faciliter les investissements au Canada. Cet organisme a exempté de l'examen, à quelques exceptions près, tous les investissements destinés à créer de nouvelles sociétés au Canada. Dans le secteur énergétique, les clauses de rétrocession du Programme énergétique national (PEN) ont été abrogées et des mesures ont été prises pour laisser les forces du marché déterminer le prix et le volume des exportations de pétrole et de gaz vers les États-Unis.

Le président Reagan a bien accueilli l'initiative du Canada. Le 10 décembre 1985, le Président a donné avis au Congrès de son intention de négocier un accord commercial avec le Canada. Le secrétaire d'État Shultz a dit espérer que les négociations commencent au printemps de 1986.

Lors de la récente cérémonie d'accueil sur la pelouse de la résidence présidentielle, M. Reagan a déclaré à son invité : « Les États-Unis et le Canada sont appelés à négocier un nouvel accord commercial de portée historique. Notre objectif est une entente qui sera vue des deux côtés de la frontière comme un résultat qui fera date et qui sera la pierre angulaire d'une prospérité future ».

Le Président a d'autre part ajouté que « cet accord sera bénéfique aux deux pays et qu'il favorisera l'activité économique tout en mettant fin aux irritants qui ont divisé jusqu'ici les deux partenaires. »

À l'issue du sommet le Président a désigné l'ex-ambassadeur au commerce multilatéral, M. Peter Murphy, comme négociateur spécial pour le compte des États-Unis. Rappelons qu'en novembre dernier le premier ministre Mulroney avait nommé



Le premier ministre du Canada et M<sup>me</sup> Mulroney ainsi que le secrétaire d'État américain et M<sup>me</sup> Shultz au département d'État.